



uniterre

LE MENSUEL AGRICOLE INDEPENDANT

Le prix du succès

À l'appel de l'USP, les paysan-ne-s sont une nouvelle fois dans les rues de la capitale. A cette occasion, la revendication principale consiste à exiger du Conseil fédéral qu'il tienne ses promesses. En d'autres termes, que le contrat passé entre la Confédération et les paysans sur le crédit cadre ne soit ni amputé en 2016 et 17, ni réduit lors de la prochaine période allant de 2018 à 2021. Alors que les familles paysannes n'ont pas encore fini de digérer la nouvelle réforme de la politique agricole qui a profondément remanié le système des paiements directs, il est juste de ne pas provoquer une nouvelle instabilité par une réduction du budget. À Berne nous refusons ainsi une coupe de 800 millions sur quatre ans.

L'Union Suisse des Paysans, faitière de l'agriculture, à laquelle - à quelques exceptions près- tous les paysans sont affiliés, a les moyens de mobiliser massivement. Cette force doit être utilisée aussi souvent que cela est nécessaire. Non seulement sur la place fédérale, mais aussi face aux acheteurs de nos produits: les transformateurs et les grands distributeurs qui sont les autres interlocuteurs des paysan-ne-s.

Ainsi, si nous étions en mesure de rassembler une défense professionnelle combative, représentative et donc plurielle face à nos acheteurs nous aurions sûrement des résultats. Même si nous obtenions dans un premier temps 15 cts supplémentaires par litre de lait d'industrie en passant ainsi de 53cts en moyenne aujourd'hui au prix indicatif de 68cts, les producteurs de lait d'industrie obtiendraient plus de 530 millions de francs de plus value. Si dans les céréales panifiables, nous obtenions aussi 18frs/dt de plus, cela représenterait une plus value de plus de 82 millions de francs. Idem pour le sucre, le porc, etc. Pour



«Instituer une AOC sur le lait et non seulement sur les produits transformés». «Si tu veux que ton pays produise, achètes ce que ton pays produit!». Banderoles de nos collègues italiens lors de la mobilisation européenne du 12 novembre dernier.

Photo: EMB

autant, ces exemples ne permettent toujours pas de couvrir les coûts de production et ne sont donc pas encore considérés comme une rémunération équitable. Mais c'est une première étape et la voie allant dans cette direction serait enfin empruntée.

Alors que les Producteurs Suisses de Lait (PSL) semblent désastreusement empêtrés dans une structure qui autorise les doubles casquettes et noyaute ainsi toute velléité d'une véritable défense professionnelle, l'Union Suisse des Paysans devrait reprendre provisoirement la main de la défense professionnelle sectorielle. Uniterre n'a jamais remis en cause la nécessité d'une organisation forte par filière; il a même demandé à la fin des contingents que ce soit PSL qui prenne les rênes de la gestion des quantités. Mais force est de constater que sa structure ne répond pas aux besoins actuels des familles paysannes et qu'une

réforme en profondeur est nécessaire pour le bien de la profession.

Un prix juste du lait ou du porc, couplé à une gestion stricte des quantités, permet aux paysans d'acheter des fourragères à un prix équitable, redonne de la valeur à cette filière de production et décharge quelque peu le marché de la panifiable faisant ainsi remonter les prix. Si le marché indigène est correctement encouragé par une régulation à la frontière, une vision de ce genre est tout à fait réaliste.

Ce n'est rien de moins que ce que demande notre initiative. Nous voulons pouvoir produire en Suisse pour notre population, mais nous voulons savoir à quel prix nous serons rémunérés.

Ce que nous exigeons à juste titre de la Confédération, nous sommes en droit de le revendiquer auprès de nos acheteurs.



Betteraves

Quel marché?

Page 2



Lait

Éleveurs en faillite

Page 3



Climat

Solutions paysannes

Page 4



Initiative

1'200x10 signatures

Page 5

GRANDES CULTURES

Quel marché pour la betterave sucrière?

Le 9 septembre une manifestation paysanne en faveur de la production betteravière en Suisse a réuni près de 2'500 personnes dans un champ à Kirchberg. Une des revendications des manifestants était que pour assurer la sécurité de la production indigène, le prix du sucre en Suisse ne doit pas tomber en dessous d'un prix seuil de 600 francs la tonne et ainsi garantir un prix correct pour les producteurs.



Récolte à Meinier dans le canton de Genève.



En Suisse près de 6'000 familles paysannes cultivent environ 20'000 hectares. Les 150 millions de francs de produit issu de cette culture représentent une part importante de leur revenu. Cette grande mobilisation est le reflet de la pression exercée sur les prix payés aux producteurs. En effet «l'Interprofession» a annoncé une nouvelle baisse importante du prix pour la saison 2016 à 37.-/tonne de betteraves.

Avec une telle baisse de prix de près de 25%, on continue de s'éloigner d'un prix rémunérateur indispensable pour poursuivre cette production. Le sucre et la betterave illustrent malheureusement parfaitement les aberrations des marchés agricoles globalisés. Si nous avons pu développer et conserver une production sucrière en Suisse, c'est bien en raison de la volonté politique de pouvoir garantir un approvisionnement de la population par une production indigène. Or, les accords bilatéraux «double zéro» stipulent que le sucre transformé qui est négocié entre la Suisse et l'UE, ne peut être soumis, ni à des entraves à l'importation, ni à des aides à l'exportation. Afin de ne pas pénaliser les exportations des industries suisses de fabrication de denrées alimentaires et de maintenir les volumes de sucre suisse, le prix du

sucre indigène devrait ainsi se situer au même niveau que celui de l'UE. Comme dans la production laitière et céréalière, c'est encore l'industrie agro-alimentaire qui prend en otage la production suisse pour pouvoir exporter la qualité suisse au prix européen ou mondial. Même si la pression des transformateurs fait plier «l'Interprofession» devant le chantage des acheteurs, il ne faut jamais oublier que ces derniers ont besoin (pour pouvoir vendre en Suisse) de se fournir à une distance proche avec un produit de qualité et de provenance suisse. Nous devons leur faire comprendre très fermement qu'il ne peut et qu'il n'y aura de production suisse à des prix de production européens. D'ailleurs, nos collègues européens subissent une pression similaire puisque l'UE prévoit de supprimer les quotas betteraviers pour l'année 2017, ce qui va encore accroître la tendance à la baisse ainsi que la volatilité des prix. Les producteurs européens demandent d'ailleurs qu'en Europe, comme c'est le cas en Suisse, les quotas s'orientent sur la consommation indigène en adéquation avec la situation du marché. La gestion de ces quotas doit par ailleurs avoir comme objectif de favoriser l'accès au plus grand nombre, plutôt que d'être utilisée comme un instrument de pression par l'industrie.

Ces dix dernières années plus de la moitié des sucreries européennes ont fermé. Au niveau mondial la production se concentre de plus en plus. Ainsi cinq pays fournissent aujourd'hui près de 60% de la production mondiale. Ces productions à échelle industrielle pèsent sur les ouvriers agricoles, les écosystèmes et impliquent par leur extension des effets catastrophiques sur l'offre. Moins il y a de pays producteurs, plus les prix sont susceptibles d'être volatiles.

L'industrie agro-alimentaire achète 70% du sucre, alors que seulement 30% sont vendus aux ménages. Le coût sanitaire lié à la surconsommation de sucre par son utilisation abusive dans les préparations alimentaires industrielles est certainement en lien avec le prix trop bas du sucre et la mauvaise rémunération des producteurs. Si à une époque, la betterave sucrière était la «reine des grandes cultures» c'est qu'elle prend -en tant que culture sarclée-, une place importante dans la rotation des cultures et que ses sous-produits (composts, amendements, fourrages) amènent des plus-values importantes. Mais la pression pour plus de compétitivité induit d'autres problèmes, tel que le compactage des sols par des machines toujours plus grandes et plus lourdes et son corollaire qui est l'extension du travail pour tiers. L'impact négatif des pesticides devra aussi être réduit. Ou comme le dit l'OFAG, la production devra se faire sous le sigle d'une intensification durable... Ceci alors que la politique agricole mise en place par ce même office permet désormais de dégager une marge brute plus élevée par surface avec une jachère florale et d'autres mesures d'extensification.

Néanmoins, il est aujourd'hui d'autant plus important que le marché et

les acheteurs rémunèrent les efforts des producteurs pour une production de betteraves selon les normes de la production intégrée par une prime extenso de 1000.-/ha. Une production locale, durable et de qualité doit être correctement rémunérée par le marché. Il est certain que le consommateur fera l'effort de payer quelques centimes supplémentaires s'il est informé sur les enjeux liés à cette production de qualité.

Rudi Berli

Huile de palme-accord de libre échange avec la Malaisie

Comme nous l'écrivions dans le précédent numéro, nous avons organisé une rencontre à Berne qui a réuni des milieux très divers mais tous soucieux par les conséquences d'un accord de libre-échange entre la Suisse et la Malaisie, que ce soit pour ici ou pour là-bas. Pour la Suisse, un tel accord menace notre production de colza, alourdi la montagne de beurre et n'augure rien de bon en ce qui concerne une alimentation saine.

Nous sommes en train de discuter de la stratégie commune à mettre en place afin d'une part de sensibiliser la population, et d'autre part de faire prendre conscience à nos parlementaires de tous bords politiques, des risques d'un tel accord de libre échange. Deux parlementaires ont déjà déposés des objets parlementaires en mai et septembre. Nous allons poursuivre en ce sens lors des deux prochaines sessions et prévoyons une rencontre large avec les parlementaires au printemps prochain.

Nous vous tiendrons informés.

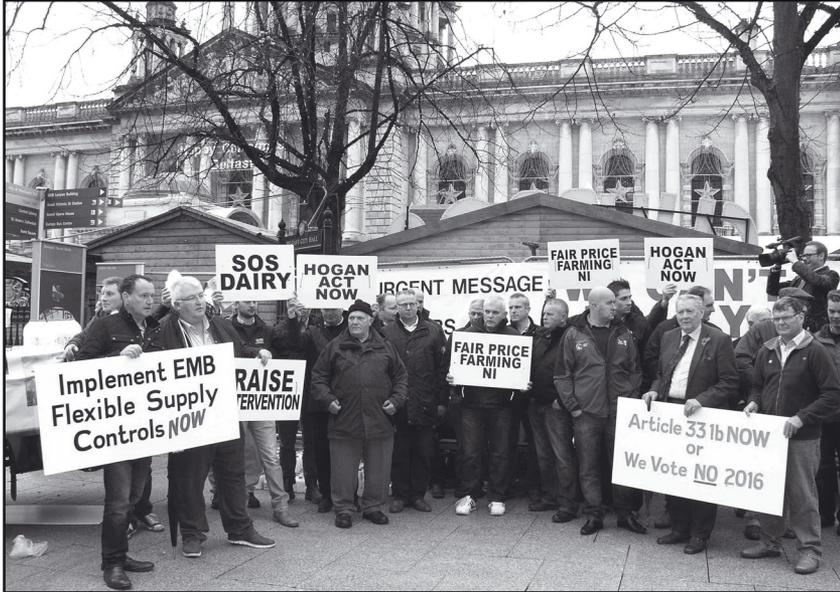
VHM



LAIT

L'UE mène-t-elle ses éleveurs laitiers à leur perte?

À l'occasion de la réunion à Bruxelles des ministres de l'agriculture, le comité directeur de l'European Milk Board a réclamé des annonces claires concernant la politique laitière de l'UE. «Les producteurs de lait d'Europe sont au bout du rouleau, la surproduction casse les prix et nous ruine, nous les éleveurs laitiers», résume Romuald Schaber, Président de EMB.



Les éleveurs laitiers d'Europe réclament des mesures structurelles afin de surmonter la crise. «Nous appelons la Commission européenne et les ministres de l'agriculture à examiner sérieusement notre proposition de «Programme de responsabilisation face au marché», au lieu d'injecter des fonds dans des programmes d'aide timorés. L'enfer est pavé de bonnes intentions! Nous avons besoin de mesures structurelles pour sauver le marché européen du lait» a dit Romuald Schaber.

Nous avons le droit de vivre!

Il est clair depuis longtemps qu'il ne s'agit pas d'un problème national ou de petites exploitations qui ne fonctionnent pas de manière rentable. Des manifestations de protestation des producteurs de lait ont eu lieu le 12 novembre dans de nombreux pays sous le slogan «Nous avons aussi le droit de vivre – le Programme de responsabilisation face au

marché maintenant!». Une des revendications centrales des agriculteurs est l'obtention de prix couvrant les coûts.

L'UE porte la responsabilité des éleveurs laitiers

D'après l'article 39 du Traité sur le fonctionnement de l'UE, l'objectif de la politique agricole commune est «d'assurer un niveau de vie équitable à la population agricole... et de stabiliser les marchés». Pourquoi la Commission européenne ne prend-elle pas son devoir au sérieux? Le monde politique laisse-t-il consciemment mourir ses éleveurs laitiers? C'est pourquoi les producteurs de lait européens s'adressent avec insistance à M. Hogan, le Commissaire à l'agriculture, et aux ministres de l'agriculture: faites votre devoir pour que nous puissions tous travailler correctement!

Nous portons tous la responsabilité de nos agriculteurs et de leur capacité

à produire nos denrées alimentaires de base. Nous devons contribuer ici, en Europe, à préserver l'équilibre de notre monde. Nous devons assurer la subsistance de nos agriculteurs, sans toutefois anéantir les producteurs des pays en voie de développement. Car c'est en fin de compte cela qui aggrave la pauvreté et crée un terreau propice aux conflits armés. Il faut donc accorder la plus haute priorité à une production laitière européenne responsable.

Des actions décentralisées dans de nombreux pays

Alors que la crise du secteur du lait est d'une actualité brûlante et représente une menace directe pour de nombreuses exploitations en Europe «le monde politique ne produit que du vent!», déclare Kjartan Poulsen, Président du LDM, l'association des producteurs de lait danois. «Il faut pourtant adopter maintenant les bonnes solutions afin de préserver durablement la production de lait dans l'EU. Dans quelques années, il sera déjà trop tard pour de nombreux producteurs de lait!».

«Nous appelons les ministres de l'agriculture à débattre du Programme de responsabilisation face au marché (PRM) de l'European Milk Board lors de leur réunion» déclare Sieta van Keimpema, Présidente du Dutch Dairymen Board et vice-présidente de l'EMB. «Des prix du lait couvrant les coûts et un instrument flexible de règlement de crise sont les bases d'un secteur laitier durable dans l'UE».

«Quand le prix du lait passe en-dessous des coûts de production, nous avons besoin de la possibilité d'une renonciation volontaire aux livraisons, comme celle prévue dans le PRM» affirme

Roberto Cavaliere, Président de l'APL (Italie). «Tant que nous continuerons à produire autant en temps de crise, le prix du lait ne pourra pas se stabiliser. Les chaînes de la grande distribution font la loi et ne paient plus pour notre lait que des prix indécents. En Italie, nous avons attiré l'attention avec une grande manifestation de tracteurs devant les supermarchés».

Toutes ces actions du 12 novembre 2015 portaient un message clair: les bas prix du lait des derniers mois ne sont pas des fluctuations temporaires du marché qu'une entreprise en bonne santé devrait être capable d'amortir. Les prix au producteur sont actuellement inférieurs de 10 à 20 centimes aux coûts de production dans la plupart des pays de l'UE (25 centimes/litre en Irlande et dans le nord de l'Allemagne et 19 centimes/litre seulement en Lituanie). Ces prix sont la conséquence d'une politique à court terme, visant uniquement à obtenir des matières premières bon marché à exporter, au lieu de miser sur des solutions durables.

Le thème du lait n'a été traité que brièvement lors de la réunion des ministres. La Commission européenne a affirmé que «la situation sur la marché laitier s'est légèrement améliorée depuis les difficultés qu'a connu le secteur cet été, mais qu'il serait cependant prématuré de parler d'un redressement durable».

Néanmoins de nombreux ministres sont d'avis qu'il faut des mesures structurelles pour soutenir les producteurs à long terme.

EMB et Uniterre



CLIMAT-COP 21

Agriculture et changements climatiques: causes et solutions!

Début décembre, la COP 21, la Conférence internationale sur le climat, se tiendra à Paris. Pourquoi est-il si important de parler d'agriculture et d'alimentation quand nous abordons le thème du changement climatique? Tout simplement pour la bonne raison que l'agriculture est concernée au moins à trois titres par les enjeux liés aux changements climatiques.



La lourde responsabilité du système alimentaire mondial

Le système alimentaire mondial actuel est la 1^{ère} cause de l'augmentation des gaz à effet de serre (GES). Nous estimons qu'il est responsable de 44 à 55% de ces émissions. Elles proviennent de la déforestation massive visant à développer l'agriculture industrielle sur de vastes zones comme la production de soja, maïs ou agrocarburants. La production d'intrants destinés à l'agriculture tels que les engrais, les pesticides ou les herbicides est également responsable de fortes émissions de GES. Notre système est basé sur une alimentation «low cost» qui déniche les produits les moins chers quitte à les transporter depuis l'autre bout de la planète. Ainsi, les flux de marchandises n'ont cessé de croître. Nos modes de vie, pour le moins dans les pays occidentaux, nous incitent à consommer à l'extérieur du domicile et à (ab)user de plats pré-cuisinés engendrant une utilisation massive d'emballages. La congélation des produits a également augmenté et les déchets ne sont que l'illustration d'un gaspillage scandaleux; près de la moitié de la nourriture produite dans le monde est jetée entre le champ et la cuisine des consommateurs. A n'en pas douter, ce triste tableau permet une marge d'amélioration notable.

L'agriculture victime des aléas climatiques

Ironiquement, l'agriculture est la première victime des changements climatiques. Travaillant avec la nature, elle est particulièrement sensible à la sécheresse, aux inondations et plus largement aux aléas climatiques et changements brusques de la météo. La canicule de cet été, les chaleurs de l'automne, le manque de pluie et les effets de ceux-ci sur l'agriculture en sont un excellent reflet. Tous les spécialistes s'accordent à dire que ces «années exceptionnelles» devraient être plus fréquentes à l'avenir augmentant

ainsi l'incertitude de la production et... en corollaire, la spéculation.

L'agriculture paysanne offre des solutions

Fort heureusement et ceci est une bonne nouvelle, l'agriculture est la première source de solutions durables pour atténuer l'impact de nos activités humaines sur le climat. La Via Campesina a l'habitude de dire «qu'il est possible de refroidir la planète et de nourrir le monde». Mais ceci n'est envisageable que si nous acceptons et oeuvrons conjointement pour un changement radical de nos politiques agricoles et alimentaires industrielles et que nous revenions vers des systèmes locaux de production, transformation, commercialisation et consommation.

Confortée par les études de la FAO qui affirment qu'avec 20% des terres cultivables à disposition, l'agriculture paysanne fournit plus de 70% de la nourriture mondiale, La Via Campesina affirme que les agricultures paysannes sont particulièrement efficaces et sont une solution d'avenir et non du passé. Mais pour permettre à ce type d'agriculture de prendre à nouveau son essor, des conditions doivent être remplies.

Ce sont les exigences de celles et ceux qui souhaitent que le système alimentaire soit source de bien-être pour les Hommes, pour la planète et pour le climat. Il faut:

- Oeuvrer au niveau de la gouvernance globale comme au niveau des pays pour une redistribution des terres en faveur de l'agriculture paysanne et mettre fin à la concentration et à l'accumulation des terres qui ne profitent qu'au système industriel.
- Développer des méthodes agroécologiques intensives en travail, moins gourmandes en produits chimiques ou carburant. Il faut soigner les sols, conserver la biomasse et non la vendre, valoriser et reproduire les semences paysannes. Il faut diversifier les productions et moins se spécialiser afin de conserver ou développer des systèmes équilibrés qui soient plus sains et permettent ainsi une réduction massive des intrants tels que les engrais ou les pesticides.
- Décentraliser la production d'énergie en favorisant les micro-centrales hydrauliques, l'éolien et le photovoltaïque.
- Relocaliser de toute urgence

les productions, transformation et commercialisation afin de réduire les transports, la congélation et l'emballage des produits et favoriser la consommation de produits frais et locaux.

- Réinvestir dans la recherche publique en faveur de ce type d'agricultures. L'argent est disponible il s'agit de l'orienter vers ce type de projets.
- Il faut renoncer aux fausses solutions qui s'orientent vers une marchandisation du climat tels que les «droits à polluer» ou les fausses technologies vertes (REDD, crédits carbone, etc.).

Ce nouveau projet politique pour le système alimentaire mondial permettrait, selon nos estimations, de réduire de plus de moitié son impact sur le climat. Il ne faut pas craindre de remettre en question ces politiques agro-alimentaires nocives qui règnent depuis quelques

décennies. Une politique réfléchie est basée sur la souveraineté alimentaire. Elle tient compte des besoins des populations locales et se base sur une vision solidaire et internationaliste de l'agriculture et de l'alimentation.

Valentina Hemmeler Maïga

Conférence-discussion

Alors que le système agro-alimentaire mondial est responsable de la moitié des émissions de gaz à effet de serre et que les États se réunissent à Paris pour se pencher sur l'état de santé de notre climat, qu'est ce que l'agriculture paysanne peut apporter comme contribution? En quoi est-elle concernée et actrice du changement?

Mardi 08 Décembre 2015, 19:30
Maison verte, pl. de la gare, Romont

FACE AU DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE, DES SOLUTIONS EXISTENT

LE PLAN "B"?

AGRICULTURE PAYSANNE ET SOUVERAINÉTÉ ALIMENTAIRE :

DES ALTERNATIVES POUR PLUS DE JUSTICE SOCIALE, CLIMATIQUE ET ENVIRONNEMENTALE

AUTONOMIE
DÉVELOPPER L'AUTONOMIE DES FERMES : ARRÊTER LA SOUMISSION AUX FERMES SEMENCIÈRES ET AGROCHIMIQUES, AUX NÉGOCES.

RÉPARTITION
DES PETITES FERMES NOMBREUSES GRÂCE À DES POLITIQUES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES QUI RÉPARTISSENT ÉQUITABLEMENT VOLUMES ET MOYENS DE PRODUCTION.

TRANSMISSION DES FERMES
FAVORISER LA REPRISE DES FERMES EN INSTALLANT DE NOUVEAUX PAYSAN-NE-S. STOPPER ACCAPAREMENTS, CONCENTRATIONS, MONOPOLISATIONS ET GRANDS PROJETS INUTILES ET IMPOSÉS.

TRAVAIL AVEC LA NATURE
PRATIQUES AGRICOLES RESPECTUEUSES. PROTECTION DES BIODIVERSITÉS VÉGÉTALES ET ANIMALES, SAUVAGES ET CULTIVÉES.

QUALITÉ DES PRODUITS
PRIORITÉ AUX VALEURS NUTRITIVES, GUSTATIVES ET CULTURELLES PLUTÔT QU'ÀUX EXIGENCES DE CONSERVATION ET DU COMMERCE.

RELOCALISATION ET DÉVELOPPEMENT LOCAL
CULTIVER ET ÉLEVER TOUT CE QUI PEUT L'ÊTRE LOCALEMENT. ARRÊTER LA SPÉCIALISATION DES RÉGIONS : MOINS DE TRANSPORT, MOINS D'EMBALLAGE, PLUS DE LIENS SOCIAUX.

L'AGRICULTURE PAYSANNE LIMITE LES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE ET REFRROIDIT LA PLANÈTE

EN FAIT LE PLAN "B", ÇA SERAIT PLUTÔT...

LE BON PLAN!

INITIATIVE

A bout touchant!

Pour atteindre les 100'000 signatures valides, nous devons engranger au total 120'000-130'000 signatures. Ainsi il nous reste à en trouver 50'000, entre décembre et mars. 30'000 arriveront de Suisse alémanique et il nous reste le défi d'en moissonner 20'000 en Suisse romande. C'est tout à fait faisable! Nous appelons ainsi tous nos membres à saisir la feuille annexée sans plus tarder et à prendre une heure de leur temps pour glaner 10 signatures dans leur village.

1'200 membres d'Uniterre

X

1 feuille à 10 signatures

remplie dans la même commune

= 12'000 SIGNATURES RÉCOLTÉES!



INITIATIVE:
80'000 SIGNATURES
COURAGE!

UN DERNIER EFFORT

pour faire bouger les lignes de notre politique agricole!

1 heure investie pour le **changement qui vous concerne** directement

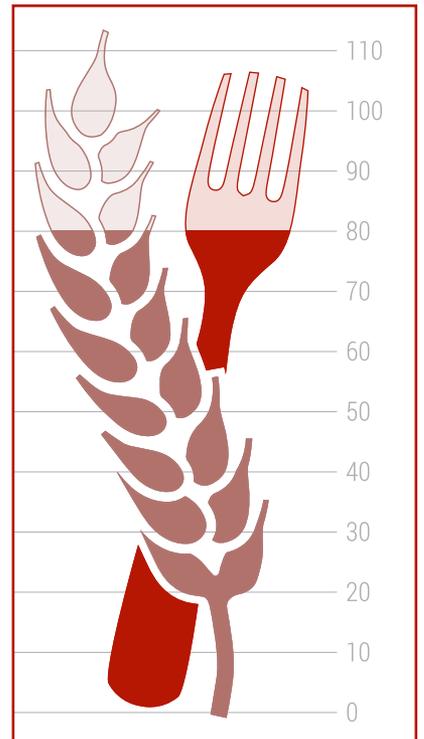
Délai de retour des feuilles **même incomplètes** par courrier:
31 décembre 2015

Merci

Bravo et merci à toutes et tous les paysan-ne-s qui récoltent chaque semaine des signatures sur les stands de marché ou dans les magasins à la ferme qui s'engagent lors des événements du terroir pour faire signer et convaincre aussi leurs collègues qui ont récolté lors des caves ouvertes de fin novembre à Genève et en Valais

Chaque signature compte et vous êtes les meilleurs ambassadeurs de votre cause!

Et évidemment merci à toutes et tous les sympathisant-e-s d'Uniterre qui n'ont jamais failli et qui continuent leur engagement au quotidien en arpentant les rues de nos villes et villages!



CONTACTS INITIATIVE

Salvatore Pittà
coordinateur romand
079 904 63 74
s.pitta@uniterre.ch

Mireille Clavien
021 601 74 67
m.clavien@uniterre.ch

Bureau Uniterre
021 601 74 67

AGRICULTURE CONTRACTUELLE DE PROXIMITÉ

Brunch 2015 de la FRACP chez «Rage de Vert» à Neuchâtel

Le 23 août dernier, l'association neuchâteloise d'agriculture contractuelle de proximité «Rage de Vert» accueillait les membres de la FRACP pour son désormais traditionnel brunch estival. L'occasion de mieux faire connaissance avec l'association «Rage de Vert».



Les clients se trouvent à quelques mètres des tunnels.

C'est sur les hauts de Neuchâtel, au lieu-dit «Pierre-à-Bot», à quelques mètres de l'arrêt de bus «Denis-de-Rougemont» que la petite équipe des «Enragés de Vert» donne rendez-vous aux représentants des ACP de Suisse romande. Cette année, ils sont une vingtaine de paysans ou de mangeurs à avoir fait le déplacement. Tal Shani, David Bichsel et Carole Buschmann, les responsables de l'association offrent un mot de bienvenue et du café chaud entre les tunnels et les parcelles. L'environnement est urbain mais la campagne n'est pas loin. Au dessus de la parcelle, des prairies et des arbres et en contrebas, les premiers immeubles de la Ville de Neuchâtel. Très vite, tout le monde comprend que «Rage de Vert» crée un lien entre deux mondes, le rural et l'urbain.

Développement grâce au bénévolat et au monde associatif

L'association est créée en 2010 mais n'a pas de terre où cultiver. Néanmoins la Ville de Neuchâtel s'intéresse au projet. Très vite elle met à disposition, par un contrat annuel de «prêt à usage» un terrain constructible de 9000 m² à Pierre-à-Bot. Via la FRACP, les coopératives «Les Jardins de Cocagne», «La Clef des Champs» et «Le Jardin des Charrotons» fournissent conseils, plans de cultures et du matériel de production. Josy Tamarcaz, conseiller Bio chez Agridea, soutiendra le projet dès le début en apportant ses conseils techniques avisés. Avec une telle surface, la production peut commencer.

La 1^{ère} année, 40 contrats annuels pour des paniers hebdomadaires sont signés. De nombreuses familles s'engagent bénévolement pour démarrer le projet. Que

cela soit au champ, lors des livraisons ou pour la partie administrative. La tâche est colossale. Construire une nouvelle ferme, sans fonds, n'est pas une mince affaire. Les maraîchers ne peuvent pas se payer et travaillent en dehors de leurs heures salariées. Au total, une dizaine de personnes travailleront sur l'année pour lancer le projet.

La 2^{ème} année, le nombre de paniers double. Les produits sont labellisés Bio. La structure permet le financement de deux postes à 70% pour les maraîchers. Malgré cela, la quantité de travail reste trop importante. La structure doit encore compter sur le bénévolat et le monde associatif pour se développer. Ce sera d'abord avec le «collectif Ortica», qui, en échange de travail, reçoit des légumes pour organiser des «Bouffes populaires» à prix libre. La communauté Kurde du quartier des Acacias fournit une aide de terrain sérieuse et d'excellentes connaissances pour les cultures méditerranéennes (concombres, tomates, poivrons et aubergines). Des producteurs de la région offrent également des aides ponctuelles, notamment pour la production de plants et différents aspects techniques. La surface cultivée par «Rage de Vert» devient trop petite. Heureusement, un autre terrain de 4'500 m², appartenant à Philip Morris, est trouvé au Clos des Serrières.

En 2013, le projet s'étoffe. Le nombre d'abonnements annuels fluctue entre 100 et 110. Le comité de l'association se renforce car la structure n'est pas encore stable financièrement. En 2014, Thibault Guillaume-Gentil rejoint l'équipe administrative et apporte son savoir-faire informatique dans l'amélioration du site internet et dans la gestion d'une base de données des abonnés.

Aujourd'hui la structure emploie trois maraîchers à 50% qui produisent

des légumes sur trois sites, ce qui n'est pas évident à gérer. L'assise financière n'est pas encore totalement stabilisée mais l'évolution est très réjouissante; ce d'autant plus qu'un déménagement de toute la structure de production sur un seul site est prévu pour 2016. «Rage de Vert» déménagera à Thièle, proche de Marin.

L'engagement social, une autre priorité

A côté de la production de légumes, «Rage de Vert» a tissé de forts liens avec le monde associatif neuchâtelois. La structure accueille, depuis 2011, des stagiaires en partenariat avec la Haute école de Lullier. Elle propose des animations pour des enfants issus

de crèches et du parascolaire de la Ville. Elle participe à des programmes d'insertion professionnelle pour des jeunes dans le cadre du programme SEMO. Elle accueille des femmes migrantes de l'association RECIF. En plus d'une présence sur deux marchés de la région, «Rage de Vert» s'est associée avec un cuisinier du cru. Ensemble ils organisent des repas ou buffets à déguster à prix libre au «Queen Kong Bar» de Neuchâtel. Des cours de fabrication de pain au levain, de fromage ou de fours solaires ont aussi été organisés avec beaucoup de succès. A l'avenir, l'association souhaite travailler d'avantage avec les autres ACP à travers la FRACP et développer le dialogue social en projetant des films ou des documentaires.

Nicolas Bezençon



Échanges d'expériences sur le paillage.

Fertilisation des cultures avec de l'herbe: le mulching

La fertilisation des cultures est un défi pour les fermes biologiques sans bétail. Une des pistes est la recherche de davantage d'autonomie en utilisant par exemple l'herbe produite sur la ferme comme fertilisant, c'est ce que l'on appelle le mulching. A «Rage de Vert», les maraîchers testent cette méthode depuis le début. 3500 m² de prairie sont utilisées pour cela. Différents essais de compostage d'herbe, de périodes d'épandage ont été réalisés. Des résultats très satisfaisants ont été obtenus sur différentes cultures et notamment sur des céleris. Pour en savoir plus <http://www.bioaktuell.ch/fr/cultures/grandes-cultures-bio/fertilisation/fumure-herbe.html>

Paillage dans les tunnels

«Rage de Vert» n'est pas reconnue comme exploitation agricole. Elle paie donc l'eau au tarif de la Ville, c'est-à-dire 2.80 Frs/m³. Afin d'optimiser l'irrigation et de minimiser l'enherbement, des tests de paillage sur les «goutte-à-goutte» et dans différentes parcelles sont actuellement menés. Les résultats sont très satisfaisants à «Pierre-à-Bot» puisque le terrain est plutôt léger, sablonneux et peu profond. Le paillage n'attire pas trop les limaces.

Adapter les cultures au climat

En bio, la gestion des ravageurs est un problème. Jusqu'en 2013, la production de choux était régulièrement attaquée par les altises sur la parcelle à «Pierre-à-Bot». Depuis 2014, Bertrand Contesse, à Engollon, prête une parcelle d'environ 2000 m² à «Rage de Vert» pour que les maraîchers y cultivent leurs brassicacées. Le climat d'Engollon est bien meilleur pour les choux et surtout défavorable à l'altise. Dans les serres, l'association de poivrons et d'aubergines fonctionne bien. Ces cultures ont des besoins thermiques très similaires. La tomate n'a pas besoin d'autant de chaleur.

INTERNATIONAL-VIA CAMPESINA

Le SOC à deux fois vainqueur!

Le SOC, syndicat andalou des travailleurs des champs, -membre comme Uniterre de La Via Campesina Europe- se situe pour une fois à la rubrique des bonnes nouvelles. Uniterre qui soutient, via la Plate-forme suisse pour une agriculture socialement durable, le combat de ce syndicat est très heureux de pouvoir présenter ces deux succès mérités.

Le prix 2015 Paul Grüninger va au SOC d'Andalousie

Ce prix, d'une hauteur de 50'000 frs sera décerné le 27 novembre 2015 à Saint-Gall par la Fondation Paul Grüninger. Pour le Conseil de Fondation, le syndicat andalou des travailleurs-euses agricoles SOC-SAT s'engage depuis de très nombreuses années auprès des êtres humains qui récoltent dans la misère des légumes frais et bon marché que nous trouvons en hiver sur les étalages des magasins en Suisse et au nord de l'Europe.

La plupart du temps, ces travailleurs-euses migrant-e-s sont sans statut ou sont des saisonniers provenant du Nord de l'Afrique ou d'Europe de l'Est. Ils sont mal payés (env. 30 euros jour), ont des horaires de travail inacceptables et des conditions de logement souvent infra-humaines sans eau, ni électricité, vivant parfois sous des bâches de plastiques.

Le syndicat andalou des travailleurs

des champs les conseille, s'occupe de leur suivi médical, offre une aide juridique, un appui à la régularisation des documents de séjour et à la recherche de conditions d'hébergement acceptables. Ainsi, le SOC s'engage pour les droits humains là où les femmes et les hommes sont le plus exploité-e-s et nécessitent une aide urgente. En raison de son engagement sans faille pour ces travailleurs-euses étrangers-ères, le SOC a été condamné à de multiples reprises. En quelques années, ses militants ont écopé de peines de prison avec sursis cumulées de plus de 100 ans.

Cet engagement courageux pour les plus pauvres d'entre les plus pauvres correspond, selon le Conseil de Fondation Paul Grüninger à l'esprit qui animait le sauveur de nombreux réfugiés pendant la seconde guerre mondiale.

Source: site internet de la Fondation.
VHM

Paul Grüninger (1891-1972) était commandant en chef de la police du canton de St Gall pendant la seconde guerre mondiale. Après l'annexion de l'Autriche par les nazis en 1938, ce commandant a laissé passer illégalement en Suisse plusieurs centaines voire milliers de juifs et autres réfugiés et les a ainsi sauvés d'une mort quasi certaine. En 1939, Paul Grüninger a été licencié sans délai par le Conseil d'Etat St Gallois et a été condamné en 1940. Il a vécu dans la pauvreté jusqu'à sa mort. Ce n'est qu'en 1995 que ce commandant, mort depuis longtemps, a vu son procès révisé et a été réhabilité. En 1998, les descendants de Grüninger ont fondé la Fondation Paul Grüninger afin de soutenir des personnes ou des organisations qui agissent aujourd'hui dans le même esprit -avec courage et abnégation- comme le sauveur des réfugiés.

Genève démontre sa solidarité avec les activités du SOC

Lors de la soirée de soutien au SOC organisée à Genève début octobre par la Plate-forme pour une agriculture socialement durable et le comité de soutien aux ouvriers migrants du sud de l'Espagne, plus de 7'000 euros ont été récoltés.

Aux Bains des Pâquis, plus de 150 personnes ont partagé une fondue solidaire!

Ces 7'000 euros serviront à l'achat et l'entretien d'une voiture d'occasion qui facilitera le travail des syndicalistes sur les 80'000 hectares que représente la mer de plastique d'Andalousie.

En savoir plus: plate-forme pour une agriculture socialement durable
www.agrisodu.ch



Quatre travailleuses marocaines, leur avocate Laura du SOC et Federico du SOC.

Un jugement exemplaire en faveur des travailleuses

A la fin octobre, nous apprenons avec joie que les cinq femmes immigrées marocaines de la mer de plastique d'Almeria (Andalousie) défendues par le SOC ont gagné leur procès contre leur licenciement abusif par l'entreprise Biosol Portocarrero.

C'est en août 2014 que l'entreprise de production, de conditionnement et de commercialisation de fruits et légumes Biosol Portocarrero à Nijar en Espagne licencia cinq employées parce qu'elles avaient témoigné des conditions de vie et de travail indécents dans la mer de plastique d'Almeria au cours du film «Bio-illusion» diffusé par la chaîne de

TV ARTE. Ces cinq femmes, affiliées au syndicat SOC, ont demandé aussitôt leur réintégration dans l'entreprise ainsi que le droit à l'organisation syndicale et à la liberté d'expression.

Une vague de solidarité

Les travailleuses de l'entreprise de conditionnement ont cherché le soutien des consommatrices et consommateurs de leurs produits et l'ont trouvé en particulier en Suisse. Des consommateurs et consommatrices critiques, proches du Forum Civique Européen à Bâle et de la Plateforme suisse pour une agriculture socialement durable, ont informé l'opinion publique sur ces licenciements scandaleux et ont ainsi déclenché une vague de protestations. Bio Suisse, qui

jusqu'alors avait certifié la production biologique de l'entreprise Biosol, a essayé sans succès de négocier dans ce conflit. En janvier 2015, Bio Suisse a alors retiré le «Bourgeon» à l'entreprise Biosol Portocarrero et a ainsi empêché la vente de ses fruits et légumes dans les supermarchés de COOP en Suisse.

Plus d'un an d'incertitudes

La déléguée syndicale, Hafida Mounjid, et les autres femmes licenciées ont porté plainte devant le tribunal du travail à Almeria. Pendant 14 mois les femmes ont dû faire face à l'incertitude quant à leur avenir. Aucune autre entreprise ne voulait embaucher ces femmes marocaines révoltées. Partout elles se heurtaient à une grande hostilité, parce qu'elles avaient communiqué sur les conditions de travail dans le secteur. L'entreprise leur a proposé des dédommagements, ce qu'elles ont refusé. Elles demandaient que leurs droits soient reconnus: «Nous n'avons rien fait de mal, il n'y avait aucune raison de nous licencier après tant d'années passées au sein de l'entreprise. Nous ne voulons pas de dédommagement, nous voulons continuer à lutter pour retourner à notre travail, il en va de notre dignité». Elles ont accueilli plusieurs délégations internationales, l'une d'entre elles a pu assister au procès à Almeria le 11 septembre dernier.

Licenciements abusifs

Le 30 octobre, le jugement exemplaire du tribunal de travail d'Almeria

a été rendu public: les licenciements, non-conformes au droit, sont annulés. «Personne ne peut être sanctionné pour la libre expression de ses idées, de ses critiques ou de ses opinions et encore moins pour une activité syndicale». De ce fait le contrat de travail n'est pas considéré comme résilié et l'entreprise Biosol Portocarrero est sommée de payer les salaires des 14 mois écoulés et de réintégrer ces femmes marocaines à leurs places de travail. Chapeau

Valentina Hemmeler Maïga et Forum civique européen

Brésil: la justice condamne la multinationale suisse Syngenta

Syngenta a été condamnée et sommée de verser des indemnités aux familles des victimes du mouvement des sans terre. En 2007, l'entreprise paramilitaire chargée de la surveillance d'un site de Syngenta dans l'Etat du Paraná sur lequel des essais transgéniques étaient effectués, a tué un manifestant «Kenô» et blessé plusieurs autres. Ainsi, la multinationale a été jugée responsable des actes criminels perpétrés par la société de surveillance qu'elle employait. Uniterre, qui avait écrit plusieurs articles sur ce dossier s'en réjouit!

Syngenta a annoncé qu'elle ferait recours de cette décision.

VHM

PERSPECTIVES

Aucune fin de crise laitière à l'horizon

La majeure partie des paysans en sont conscients. Leur prix du lait sera encore plus bas au 1^{er} novembre. Le marché du lait n'est toujours pas équilibré. L'offre ne répond pas réellement à la demande effective. Cette situation est même souhaitée par les politiques. Les paysans doivent se contenter de traire et d'éliminer les plus faibles, ils doivent être meilleur marché et plus efficaces. Leurs troupeaux doivent être plus grands. Mais cette tendance est en contradiction avec les attentes de la société qui montre clairement sa préférence pour les petites exploitations paysannes.

«Les Producteurs Suisses de Lait» (PSL), n'entreprend absolument rien contre la crise actuelle. Elle reste silencieuse lorsque mille producteurs de lait manifestent à Berne pour des prix

qui couvrent leurs coûts de production. Ainsi BIG-M ne s'étonne guère que toujours plus de producteurs de lait se demandent pourquoi ils doivent verser des cotisations obligatoires à cette organisation. Plusieurs ont déjà essayé de récupérer ces cotisations. On leur a répondu que ce n'était pas possible. Ces cotisations ont été déclarées de «force obligatoire» par le Conseil fédéral et sont donc dues. Tout paysan quelque peu informé se frotte les yeux. PSL insiste pour que les producteurs se plient à cette «force obligatoire», mais qu'en est-il de la force obligatoire, également octroyée par le Conseil fédéral pour les contrats d'achat de lait? Celle-ci est ignorée par la majorité des acheteurs et commerçants de lait! Et la force obligatoire qui obligeait chaque producteur à verser 1ct par litre pour alléger le marché! Nous savons bien qu'elle n'était pourtant pas exigée pour

tous. La segmentation serait aussi de force obligatoire. Mais il y a toujours et encore des acheteurs de lait qui paient un prix mixte.

Sur tous ces thèmes, notre organisation faïtière se cache dans une bulle. Toujours moins de paysans acceptent cette manière de s'asseoir sur des problèmes non résolus. La défense professionnelle des producteurs de lait perd toujours plus le soutien de la base. Cette évolution devrait pourtant faire réfléchir. PSL devrait maintenant clairement se poser la question de savoir s'il est plus important pour elle de conserver un bon climat de dialogue avec les acheteurs et les transformateurs ou de s'engager pour l'avenir de ses membres les productrices et producteurs de lait. Car sans ces exploitations agricoles, l'organisation faïtière en devient superflue...

BIG-M

Paris et Beyrouth: l'humanité et la solidarité avant toute autre chose

Cette violence aléatoire qui bouleverse le monde a touché encore une fois l'Europe la semaine dernière et, pour la deuxième fois cette année, Paris a été la cible d'une brutalité aveugle et mortelle. Suite à ces attaques tragiques, la Coordination Européenne Via Campesina souhaite exprimer sa profonde solidarité avec le peuple français et condamner fortement ces terribles actions de haine perpétrées contre des civils innocents.

Cependant, les attentats en France étaient seulement la dernière étape d'une folie de bombardement et d'attaques qui, la veille, avaient ciblé Beyrouth en tuant 43 civils, et quelques heures auparavant lors de funérailles à Bagdad avaient fait 18 morts. Au milieu de la tragédie, les événements en France et au Liban – ainsi qu'en Turquie, Kenya, Syrie, Palestine et partout où des vies innocentes sont prises – doivent renforcer notre conviction de lutter pour défendre l'humanité et la solidarité. Ces principes sont systématiquement violés au travers de guerres mais aussi à cause des politiques commerciales et des multinationales qui ont progressivement dévalorisé la vie humaine, plaçant les profits comme priorité absolue. C'est précisément dans ce genre de moments épouvantables que la société civile doit rester mobilisée. Nos solutions pour un modèle de société différent, meilleur, qui remet en question les causes fondamentales de violence et de guerre, sont plus urgentes que jamais.

En dénonçant ces meurtres, ECVC souhaite aussi mettre en garde contre la réaction belligérante et le discours adoptés par nos dirigeants politiques. Nous demandons plutôt de reconsidérer sérieusement la politique étrangère européenne. Une politique qui ne soutienne pas les Etats répressifs ni la finance et qui n'arme pas des groupes armés violents. De plus, l'actuelle politique étrangère est fortement orientée vers des options qui peuvent maximiser les profits des multinationales occidentales, insouciantes des droits et des vies des communautés locales ici ou dans le Sud et incite ainsi l'instabilité, les migrations et la violence.

ECVC

AGENDA

Récoltes de signatures:

3 décembre

Marché de Martigny 8h30-12h

4 décembre,

Marché de Sion 9h00-14h

5 décembre

Course de l'Escalade (GE): 9h30-20h

Stand écologie-solidarité, 8h-12h, Yverdon

7-10 décembre,

Marché de Noël Lausanne. Longo mai

10-12 décembre

Marché de Noël solidaire, Pôle Sud (Fedevaco), Lausanne

10-12 décembre,

Tropicana Beach contest, Bassecourt

13, 16, 17, 18, 19 décembre

Marché de Noël GE, Longo mai

23, 24 décembre

Marché de Noël Neuchâtel, Longo mai

Conférences:

8 décembre, 19h30

L'agriculture paysanne: une solution contre le réchauffement climatique, Maison Verte, place de la Gare 2, Romont

10 décembre, 9h30

Coopérative AlSanabel, nouvelles du projet de coopérative en Palestine avec Raed Abou Youssef; au Domaine de la Vigne Blanche, 13 rte de Vandoeuvres (GE).

www.uniterre.ch/agenda

www.souverainete-alimentaire.ch/agenda

CONTACTS SECTIONS

Neuchâtel

Philippe Reichenbach
079 640 89 63

Genève

Rudi Berli
078 707 78 83

Fribourg

Stéphane Mauron
026 655 16 27

Vaud

André Muller
021 652 75 50

Jura

021 601 74 67

Chablais

Pierre Moreillon
024 499 21 17

50ct/litre de lait pour le paysan: **SCANDALE!**

EXIGEONS:

1.-/litre de lait

pour les

paysans

initiative



www.souverainete-alimentaire.ch

commerce équitable

pour les

consommateurs

HALTE AU DUMPING!



Uniterre utilise les logiciels Cresus. Et vous ? Maintenant avec plan comptable pour l'agriculture !
Cresus Comptabilité, Cresus Salaires et Cresus Facturation : le trio gagnant

www.cresus.ch



www.uniterre.ch

Responsable du journal:

Valentina Hemmeler Maïga v.hemmeler@uniterre.ch

Imprimerie, annonces:

Imprimerie du Journal de Sainte-Croix et Environs, 1450 Sainte-Croix, Tél. 024 454 11 26

Secrétariat du syndicat:

Uniterre, av. du Grammont 9, 1007 Lausanne.
Tél: 021 601 74 67, Fax 021 617 51 75,
Courriel: info@uniterre.ch

Abonnements et changements d'adresse:

Claude Mudry, Bellevaux 50, 2518 Nods, 079 365 76 10, c.mudry@uniterre.ch
Cotisations annuelles Paysan: Fr. 200.-
Sympathisant: Fr. 150.- Soutien: Fr. 400.-
CCP 17-6872-4, Banque Raiffeisen, Compte Uniterre
No 28496.55, 1564 Domdidier

Commission «par l de lait, 1.- pour le paysan»:

Nicolas Bezençon, 021 601 74 67, lait@uniterre.ch

Commission grandes cultures et viande:

Nicolas Bezençon, gcvianne@uniterre.ch

Commission internationale Uniterre:

Rudi Berli, av. des Gares 15, 1201 Genève
Tél. 078 707 78 83, ciu@uniterre.ch

Coordination Européenne Via Campesina:

Valentina Hemmeler Maïga, v.hemmeler@uniterre.ch

Commission vente directe:

Nicolas Bezençon, n.bezencon@uniterre.ch

Commission jeunes-accès à la terre:

Valentina Hemmeler Maïga, v.hemmeler@uniterre.ch

Président: Charles-Bernard Bolay charles-bernard@bluewin.ch
079 409 14 42